

La Voix Syndicale

de l'Essonne

Prix 1,50€

N° 127

Trimestriel de l'Union Départementale CGT de l'Essonne

La crise à l'hôpital Sud-Francilien
Urgences en réanimation



page 7



Fleury-Mérogis
Du neuf à la Pénitencière

Élections professionnelles
Des centaines de scrutins
entre 2022 et 2024



pages 11 à 13



pages 13 à 14

Assemblée générale de l'UD CGT de l'Essonne
lundi 29 août de 9h à 12h
à la Maison des Syndicats d'Évry

La Voix Syndicale
de l'Essonne

12 Place des Terrasses de l'Agora
91034 Évry Cedex

Directrice de publication:
Véronique Josien

tél. 01 60 78 28 41 - fax 01 60 78 55 43
ud91@cgt.fr

Commission paritaire N° 0725 S 06300

Sommaire

- Costco Les Ulis: un syndicat qui monte (p.2)
- Les pompiers du SDIS 91 maintiennent la pression (p.5)
- Accident 2013 de Brétigny: la sécurité SNCF au tribunal (p.4)
- La CGT 91 devant un nouveau paysage politique (p.5-6)
- Amazon: la logistique orwellienne (p.8)
- Palaiseau: le « tout-numérique » contre les Sans-papiers (p.9)
- Les Retraités CGT jouent les territoires (p.15-16)
- Disparitions: Jean Chodey et Denis Mougeot (p.17)
- Saclas 1922: le souvenir de Victor Griffuelhes (p.18-19)

Élections Costco Villebon-sur-Yvette

Match retour gagnant sur 2018

Les élections professionnelles d'avril 2022 installent la CGT comme interlocuteur majeur. Quatre ans plus tôt, le syndicat peinait à présenter des listes.

En 2017, la chaîne américaine Costco, deuxième acteur mondial de la grande distribution, s'installe sur la ZI de Courtaboeuf, près des Ulis, avec plus de 300 salariés. Première élection professionnelle en mars 2018.

La direction avait préparé le coup. Un syndicat CFTC conciliant était en place et la chasse à la CGT ouverte.

Cependant, l'outsider réussit à présenter des candidat.e.s. Résultat modeste, la CFTC rafle tout dans les 2^e et 3^e collèges et la jeune CGT obtient quelques délégués dans le 1^{er} collège.

Commentaire à l'époque de Philippe Madranges, secrétaire général de l'UL des Ulis. « On a montré que la répression ne peut pas tout et qu'on a des soutiens. Le but est maintenant d'implanter un vrai syndicat, et pas seulement une liste ».

Grand chelem au 1^{er} Collège

Quatre ans plus tard, contrat rempli. Les élections ont lieu le 8 avril 2022, en deux tours pour le 1^{er} Collège Employés: 261 inscrits avec 140 votants et 129 exprimés. Le quorum est raté de peu (49,42%), mais le résultat provisoire remarquable, avec 74,42% pour la CGT et 25,58% pour la CFTC. Au second tour, l'écart se creuse. La moyenne de voix passe de 95 à 103 pour la CGT, qui emballa les 7 sièges du Collège Employés, ne laissant rien à sa concurrente.

Les deux autres collèges n'ont besoin que d'un tour. Les Agents de Maîtrise ont 32 inscrits, 24 votants et 23 exprimés. La CGT rate le siège d'une voix (11 contre 12) et la CFTC l'emporte. Les 80 Cadres du 3^e Collège représentent plus de 21% des 373 salariés qui participent aux élections. Dans un secteur généralement considéré comme moins favorable à la CGT que les Ouvriers-Employés, le syndicat fait bien mieux que de la figuration. Avec 16 voix sur 57 (28,07%), elle gagne un siège tandis que la CFTC engrange les deux autres avec près de 72%.

Influence en progrès

« Le paysage a changé dans la boîte, notre image aussi », constate un des artisans du succès CGT. « Au début, on était plutôt considérés comme des amateurs et des faiseurs d'histoires par pas mal de collègues. De notre côté, on a appris à s'organiser en interne après l'élection de 2018 et ça n'a pas toujours été facile entre nous, mais quand on voit le résultat, c'est clair que ça valait le coup ».

Paradoxalement, la CGT a plutôt bénéficié du positionnement de la CFTC, assumant son rôle de « syndicat maison » n'offrant aucun soutien aux revendications des salariés. La direction a confirmé l'attitude classique du management à l'américaine, très exigeant et faisant régner un « climat délétère », selon un délégué.

« La CFTC a joué les tampons et cela a créé des divisions chez les cadres, ce qui nous a permis de monter des listes partout », explique Philippe Madranges. « On a aussi fait sept adhésions à la CGT pendant la campagne et ça montre une nette augmentation de notre influence dans la boîte. La

question est de continuer à gagner du terrain. Avec l'Union Locale, on va envoyer tous les nouveaux élus en formation syndicale 1^{er} niveau. C'est comme ça qu'on peut s'installer dans le temps ».



L'équipe gagnante (Photo CGT)

La Voix Syndicale

de l'Essonne

Ont participé à ce numéro 127

Intervenants :

Farid Amellal, Pierre Benoit
Gérard Birebent, Gilbert Boudet
Cécile Cavalier, Ollivier Champetier
Gilbert Dubant, Éric Dumas
Véronique Josien, Philippe Madranges
Yohan Martin, Stéphane Ournac
Christian Pilichowski, Deniz Uztopal

**Coordination technique
et administrative:**
Chrystel Leboeuf

Alerte à la pénurie chez les pompiers CGT

La grève du 10 juin révèle des moyens en panne

Canicule, surmortalité des plus fragiles, sous-effectifs professionnels, matériels en rade, l'été est une saison dangereuse. Le mouvement de la CGT du SDIS 91 a rappelé le 10 juin les revendications urgentes pour la sécurité des Essonnais.



(Photo CGT)

Les 12 et 13 mai 2022, les pompiers CGT rencontrent le Président et les directeurs du SDIS 91. Quelques avancées sur des primes sectorielles et les heures de nuit supplémentaires, mais le compte n'y est pas. Le 25 mai, dépôt de préavis de grève pour « l'amélioration des conditions de travail de tous les agents des structures du SDIS », avec une copieuse liste de revendications.

Les cacahuètes des PATS

Parmi elles, un recrutement massif dans toutes les structures, la révision des missions, la formation des agents, la protection de leur santé physique et mentale, l'amélioration des conditions de travail, des locaux fonctionnels en bon état.

Le 31 mai, les PATS (Personnels Administratifs Techniques et Spécialisés) sont invités par le syndicat des sapeurs-pompiers à rejoindre le mouvement et détaillent les besoins, à commencer par « un plan de recrutement clair pour avoir les moyens humains de faire tourner les services et ainsi obtenir un service public de qualité sans épuiser les agents ».



(Photo CGT)

Les demandes minimales de dotation d'habillement, de nettoyage des vêtements, de tickets-restaurant, d'allocation de télétravail, d'aide à l'accès au logement montrent le mépris de l'employeur public envers des personnels indispensables. « Et de la considération ! », ajoute le tract CGT qui appelle les PATS au 10 juin.

« Nous méritons le respect et la protection de notre santé physique et mentale comme tout être humain ! Le SDIS nous vend un nouveau régime indemnitaire avec une belle communication. Les représentants CGT ont participé au groupe de travail, mais nous

voulons une revalorisation conséquente. Nous ne sommes pas des singes pour accepter des cacahuètes ! ».

Ras-le-bol professionnel

Cinq semaines de conflit fin 2018 ont marqué une victoire syndicale contre les moyens misérables alloués par la droite départementale et l'émergence de la CGT comme leader revendicatif. « Nous sommes dorénavant plus écoutés et nous avons été majoritaires aux dernières élections en 2018 », dit le secrétaire général Johan Martin, qui prépare activement les prochaines. « Nous avons obtenu 20 postes de plus, mais nous n'avons jamais eu les effectifs réels. C'est pour ça que nous avons organisé ce rassemblement du 10 juin devant la direction, pour interpeller les élus, les usagers et l'administration ».

Les pompiers, comme tous les services publics, ont été percus par le Covid 19, qui a montré la vétusté et l'obsolescence de certains matériels. Un autre danger s'est révélé : la fuite des professionnels. Elle est comparable au mouvement observé chez les personnels des hôpitaux publics, excédés par une surcharge de travail, des salaires minables et une pression quotidienne intenable. « À l'été 2022 », explique la CGT, « nos revendications



(Photo CGT)

ressemblent beaucoup à celles de 2018, mais s'ajoute l'exigence d'attractivité du métier, car beaucoup d'agents quittent le SDIS 91 ».

Effet domino chez les usagers

Dans ce déferlement de mauvaise gestion, la CGT fait figure de recours. « Nous avons plus d'adhérents et les autres syndicats sont passifs », résume Johan Martin. Une difficulté grandissante vient du ressenti de la population, qui peut devenir ressentiment par manque d'information. « Les usagers peuvent constater des délais plus longs pour nos interventions et il y a aussi plus d'attente dans les services d'urgence, donc cela provoque un effet domino sur les SP ».

Pour les professionnels de terrain dans la santé et la protection civile, le constat est fait depuis longtemps de l'imbrication de tous les acteurs et de la contagion des défaillances systémiques. Au CHSF de Corbeil-Essonnes, la CGT partage largement l'analyse des pompiers du SDIS, étant confrontée aux mêmes blocages de l'ARS, du Conseil départemental et de la politique gouvernementale. Ce qui explique la présence fréquente des pompiers et des soignants dans les mêmes manifestations.

La catastrophe ferroviaire de Brétigny en 2013

Le procès d'Évry dézingue la direction SNCF

Le 15 juin 2022, le tribunal d'Évry a mis son verdict en délibéré. Une longue attente après 9 ans d'enquête. La sécurité ferroviaire en sort-elle gagnante ?



12 juillet 2013, l'Intercités Paris-Limoges déraile en gare de Brétigny-sur-Orge. Sept morts, cinq passagers et deux voyageurs sur le quai, 400 blessés. Les premiers éléments de l'enquête SNCF trouvent un coupable: une éclisse métallique, reliant deux rails et passée dans un aiguillage, causant le déraillement. Le 12 juin 2020, par ordonnance, la SNCF et un salarié sont renvoyés en correctionnelle pour blessures et homicides involontaires. Le procès s'ouvre à Évry le 25 avril 2022. Après 63 jours d'audience, le procureur requiert 450 000 euros d'amende contre la SNCF et la relaxe pour l'ancien cheminot. Verdict espéré en novembre.

D'autres enquêtes ont eu lieu dans l'inter-
valle, en particulier par les Cheminots CGT. Elles leur apprennent ce qu'ils savaient déjà: une maintenance des voies mise à mal par des cascades de sous-traitants utilisant des salariés mal payés et sous-qualifiés. La SNCF avait trouvé une brebis expiatoire, un DPX, chargé du secteur, 24 ans au moment des faits. Il risquait trois ans de prison et 45 000 euros d'amende.

Les dirigeants SNCF ne risquaient évidemment rien.

Sous-traitance à outrance

La Fédé CGT Cheminots récusait « la théorie du lampiste » et donnait le choix. « On se retrouve donc avec deux théories qui s'opposent : une usure liée à divers facteurs ou une rupture soudaine et imprévisible, ce qu'invoque la SNCF pour tenter de se dédouaner ».

À la barre du tribunal, l'ancien PDG, Guillaume Pépy, essayait de laver son passé de liquidateur en envoyant au diable experts et expertises défavorables, au profit d'un « défaut métallurgique » (?) de l'éclisse. Il mettait en doute écoutes et PV d'audition, finissant en pleurs: « Il y aura un avant et un après Brétigny et nous devons questionner l'ensemble de notre système de sécurité ». Un aveu ?

Les audiences d'Évry auront eu quand même le mérite de mettre en évidence les multiples carences de sécurité. « La SNCF a créé le contexte à l'origine de l'accident par un échec dans la chaîne de maintenance », estimait le Procureur de la République.

La Fédé CGT Cheminots, partie civile, lui



emboîte le pas. « Ce réquisitoire met en lumière ce que nous dénonçons depuis de trop nombreuses années. Le sabotage de l'entreprise publique, mené tambour battant, avec l'aide des gouvernements successifs qui ont porté des réformes dévastatrices, dégrade l'organisation de la production et les conditions de travail des cheminots, supprime de l'emploi, et affaiblit le niveau de sécurité. Alors que se met en oeuvre la réforme dite « du Pacte Ferroviaire » votée en 2018,

qui a éclaté la SNCF en cinq Sociétés Anonymes, ouvre à la concurrence, favorise la sous-traitance à outrance, quels enseignements vont être tirés de cette catastrophe ? Qu'a-t-il été fait depuis 2013 pour corriger ce qui a généré cette catastrophe ? ».

Concurrence bienvenue

Le réquisitoire du procureur a au moins supprimé les poursuites contre le seul « lampiste » accusé par la SNCF « de n'avoir pas constaté les défauts de boulonnerie ». Sèche réponse du tribunal: « Il ne pouvait assurer seul la vérification d'appareils de voies complexes tout en surveillant le trafic ferroviaire, particulièrement dense à cet endroit ».

Un fort malaise des avocats SNCF est venu des déclarations d'un sociologue du travail, Nicolas Spire, auteur d'un rapport en 2014, à la demande du CHSCT de Infra-pôle Sud-Ouest francilien. On y trouve la « banalisation du risque » par la SNCF, son « dysfonctionnement organisationnel », le « vieillissement et la dégradation durable du réseau », la « logique de baisse des coûts et des effectifs » en matière de surveillance et de maintenance. Et surtout le « renoncement qui a consisté à retarder à 2016 le remplacement, demandé une première fois en 2007, d'une traversée-jonction double posée en 1991 à la gare de Brétigny-sur-Orge, et qui, depuis 2001, présentait un nombre important de défauts et d'avaries ».

Le procès de Brétigny a largement terni l'image de l'ancienne direction SNCF, mais la NVO ne s'est pas arrêtée aux « larmes de crocodile » de Guillaume Pépy. « L'ouverture à la concurrence hérisse tout autant. Le schéma déjà entamé et qui continue de manière générale en termes de circulation ferroviaire avec toutes ces entreprises qui vont pouvoir circuler sur le réseau ferré national est inquiétant. La simplification des textes de sécurité ferroviaire qui pouvaient s'opposer à ces entreprises facilite ainsi leur arrivée. Cela aura des conséquences pour la sécurité ferroviaire en tant que telle, mais aussi pour celle du personnel ».

Hubert Lasserre est mort le 23 juin 2022. Menuisier-charpentier, il travaille toute sa vie à l'hôpital de Perray-Vaucluse. En 1997, il y est élu Secrétaire Général du syndicat CGT En 1999, SG de l'USD Santé CGT 91. Après la retraite, il continue son engagement à l'Union Syndicale des retraités 91, qu'il anime de 2007 à 2018. La prochaine Voix Syndicale reviendra sur la riche carrière de notre ami et camarade.

Maison des Syndicats

Ollivier Champetier: « Le mouvement social doit s'imposer dans le débat ... »

Le 19 juin a recomposé l'Essonne législative et la vie politique française. La situation sociale n'en a pas encore été modifiée. Quelles priorités d'action de la CGT 91 à la rentrée ? Les réponses d'Ollivier Champetier.

La Voix Syndicale. Quelle est votre réaction devant les résultats ?

Ollivier Champetier. Mitigée, en étant poli. Bien sûr, satisfaction devant l'échec de la macronie absolue, mais répulsion devant les 89 taches brunes qui constellent la France. L'Essonne n'est pas épargnée, le Sud a un député RN. Il nous faut réagir. Pour le reste, il y a un net accroissement des élus de gauche, y compris dans notre département et nous devons leurs porter nos exigences sociales. À mon sens, la vraie force d'opposition reste bien le mouvement social !

L.V.S. Comment réagir contre la montée du RN ?

O.C. En renforçant notre dénonciation de l'extrême droite et de ses arguments. Son programme est misérable et beaucoup ne le voient pas. Il nous faut démontrer que c'est une escroquerie sociale. L'invective ne suffit pas à convaincre ceux qui se laissent embobiner par ignorance. Concrètement, nous ne laisserons passer

aucune manifestation de racisme et de discrimination par ceux qui voudraient profiter de l'avancée législative.

La lutte dans les entreprises reste le meilleur moyen de combattre ces idées nau-séabondes. La CGT a décidé d'appeler dès



Le 1^{er} mai 2022 (Photo CGT)

la rentrée de septembre à une journée de mobilisation et de grèves interprofessionnelles. Nous travaillons aux convergences de ces luttes pour aller à la gagne et pour que dès septembre, ce « front populaire » prenne corps.

L.V.S. Allez-vous prendre contact avec les nouveaux députés de votre département ?

O.C. Les contacts avec les parlementaires de la précédente législature ont été à peu près nuls, sauf avec Cédric Villani pendant

une grève des éboueurs SEPUR CGT dans sa circonscription, où il les avait soutenus. C'était une anecdote positive dans une mer d'indifférence sociale.

Nous ne prenons pas contact avec les députés pour faire des relations publiques, mais quand nous pensons qu'il y a urgence. C'est le cas aujourd'hui. François Durovray, le président LR du Conseil départemental, renforce la pression pour nous expulser de la Maison des Syndicats d'Évry. Depuis des années, la droite veut faire main basse sur le centre-ville d'Évry et pour Durovray et ses amis, la Maison des Syndicats est un gros clou dans la chaussure. Ils sont prêts à tout. C'est pourquoi nous allons interpellier les députés. On décidera comment faire à l'assemblée générale de rentrée de l'UD.

L.V.S. Vous demanderez quoi aux députés ?

O.C. De justifier la raison même de leur existence, qui est de porter les revendications des citoyens. La Maison des Syndicats n'est pas seulement une histoire de bâtiment, mais un symbole social. Les Bourses du Travail et les Maisons du Peuple viennent du plus profond de l'histoire de la République, que les députés doivent protéger, quelles que soient leurs

François Durovray : « Une année de silence... »

Le 14 avril 2022, le Comité de Gestion de la Maison des Syndicats a envoyé le courrier suivant au préfet de l'Essonne, Éric Jalon, à François Durovray et au maire d'Évry-Courcouronnes, Stéphane Beaudet. Le Comité attend encore la réponse.

« Il y a plus d'un an maintenant, suite au passage de la Commission communale de sécurité, des discussions ont été entamées en Préfecture entre le Comité de gestion et votre représentant.

Il s'agissait entre autres de clarifier les mesures dont la responsabilité incombait au propriétaire de celles relevant de l'occupant du bâtiment, de faire le point sur l'avancement des travaux et

mise en œuvre des prescriptions de la Commission et en particulier du changement de catégorie d'une partie du bâtiment. Ces discussions ont été interrompues depuis l'annulation par votre représen-

tant de la réunion de concertation programmée le 28 avril 2021. Nous nous interrogeons sur la signification de cette année de silence et ce d'autant que nous avons appris dans la presse la mise en route de travaux de réaménagement de la Place des Terrasses.



Première résistance de taille nationale en 2017 (Photo CGT)

Il s'agit d'agrandir le Centre commercial Evry 2 rebaptisé Spot pour l'occasion, sur la commune. Nous y apprenons que 31 millions d'euros d'argent public dans le cadre d'un partenariat public/privé vont être investis dans cette opération pour un montant global de 50 millions, que la dalle et le bâtiment de la Poste vont être détruits, mais rien sur la Maison des Syndicats, bâtiment incontournable de la Place.

Cela n'est pas sans nous interroger, une nouvelle fois, sur la place et la considération que vous portez aux organisations syndicales du département. (...)

options, à part évidemment les adversaires de la démocratie comme le RN. Il leur faudra se prononcer non seulement sur le principe de l'existence d'une Maison des Syndicats, mais sur la relation du politique au syndicalisme. Je pense que c'est un test important pour la suite de leurs relations avec les salariés de l'Essonne. Je proposerai évidemment aux autres organisations syndicales de prendre également position. En ce qui concerne la CGT, nous ne lâcherons personne avant d'avoir eu réponse.

L.V.S. Vous allez contacter la députée RN de l'Étamais ?

O.C. Non.



Juin au Sud-Francilien (Photo CGT)

L.V.S. Le blocage politique de l'Assemblée rend difficile, voire impossible, toute décision législative. Un handicap pour l'action syndicale ?

O.C. Pas du tout. Comme je le disais précédemment, nous n'attendons pas les députés pour faire notre travail. Nous préparons la rentrée de septembre, les élections professionnelles qui vont s'étaler sur deux ans et qui vont décider de pas mal de moyens d'existence pour les syndicats.

L.V.S. Quelles priorités pour la rentrée ?

O.C. La liste est longue, mais la montée des prix et de l'inflation est le problème majeur immédiat. Ensuite, les salaires, les retraites, la santé et les conditions de travail forment comme d'habitude le groupe de tête des priorités.

L.V.S. Vous pensez que le militantisme connaît un ralentissement comparable au phénomène de l'abstention dans les élections ?

O.C. La comparaison est tentante, mais les mondes politique et syndical sont différents. La CGT ne vote que dans ses congrès, qui sont plus fréquentés que certains congrès politiques. Mais ce n'est

un secret pour personne que les effectifs fondent depuis les années 1990 dans les syndicats. Cependant, il y a de grandes différences entre professions et régions. Mais si vous prenez le militantisme dans toutes ses dimensions, il existe depuis plus de dix ans un bouillonnement d'engagements inconnus avant.

L.V.S. Par exemple ?

O.C. On pense tout de suite aux Gilets Jaunes, qui ont représenté un mouvement atypique, que nous avons eu beaucoup de mal, surtout au début, à situer socialement. La défense de l'environnement a généré beaucoup de groupes qui militent et manifestent, souvent de ma-

nière autonome. La défense des libertés publiques contre les violences policières, la lutte contre les discriminations de tout ordre et le racisme, ont créé des tas de petites associations. Je considère ça comme un témoignage de vitalité.

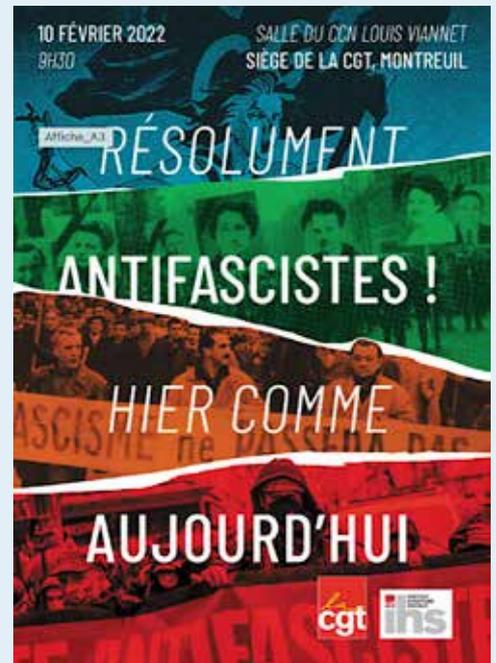
L.V.S. La CGT en tire-t-elle bénéfice ?

O.C. Pas directement, mais un renforcement du mouvement social n'est pas une mauvaise nouvelle. Nous ne sommes ja-



Juin 2022 à Paris (Photo Caroline Coq-Chodorge/Mediapart)

mais trop à tirer dans le même sens. Dans l'Essonne, l'UD a été à l'initiative pour une déclinaison départementale entre 18 organisations nationales, comme LDH, Extinction Rébellion, ATTAC, etc. Ça a



donné « Plus Jamais Ça 91 » depuis plus d'un an et ça se passe très bien. Les rencontres que j'y ai faites m'ont fait découvrir pas mal de choses et je crois que c'est réciproque.

Pour preuve, le Festival des Luttes et Alternatives que nous avons organisé aux Ulis le 2 juillet. Avec au programme débats sur la recherche, la résilience alimentaire ou encore la question humaine des migrants mais aussi les convergences entre mouvement syndical et mouvement social. À la Fête de l'Humanité de septembre à Brétigny-sur-Orge, l'UD sera au Forum Social pour porter la question de la recherche, qui concerne aussi PJ91.

L.V.S. Et pour l'UD en effectifs et en développement ?

O.C. Si les cotisations renaissent plus vite, ça nous aiderait, mais le Covid 19 a créé des problèmes qui n'ont pas tous disparu dans notre organisation. Pour la préparation des élections professionnelles, nous avons examiné notre implantation. La CGT est présente dans environ 52% des entreprises de l'Essonne. Attention, elles sont toutes différentes et la chasse à la CGT ferme bien des portes. Cela montre quand même le terrain disponible. Là où nous sommes implantés, les résultats électoraux sont souvent corrects ou bons et partout dans nos Unions locales, on assiste à la création de bases et à une augmentation des effectifs.

(Propos recueillis par Gilbert Dubant)

La crise à l'hôpital Sud-Francilien

Urgences en réanimation, alerte générale

Le CHSF est la pièce maîtresse de santé publique au Sud de Paris. Les salariés multiplient alertes et actions. Les urgences de nuit sont amputées dans un système de déclin programmé.

Le 11 avril 2022, la CGT dépose un droit d'alerte auprès du directeur. « Les conditions de travail sont devenues inacceptables, fermetures de lits et de services, sous-effectif chronique, surcharge de travail. Malgré un engagement sans faille, les personnels sont

débat public, avec les personnels, les élus et les usagers ».

Le 24 mai, Pascale Garcia, secrétaire de l'USD Santé 91, et Ollivier Champetier, SG de l'UD CGT 91, envoyaient une lettre ouverte aux députés. « Pas moins de 200 urgences au CHSF, 120 en moyenne avec des pointes à 150 à Longjumeau, avec une moyenne de 70 aux urgences pédiatriques, 50 pour Juvisy, ce ne sont que des exemples. Ils appellent les élus à « se positionner en

termes de politique de santé publique ».

Mobilisation le 1^{er} juin au CHSF, le 3 juin à l'hôpital d'Orsay, récidence le 7 au Sud-Francilien avec le mouvement national.

Les parlementaires sont invités « à venir écouter et entendre les besoins des agents et des usagers ». Ils ne sont pas venus.

« Peut-être une autre fois, avec d'autres », sourit Stéphane Ournac. « Depuis des années, la CGT dé-

nonce la volonté politique de restructurer les territoires, en les mutualisant par les GHT, Groupement Hospitaliers de Territoires ». Satisfaction au Sud-Francilien, environ 250 personnes étaient là le 7 juin.

L'été meurtrier ?

Exemple-type de « mutualisation », le GHNE (Groupement Hospitalier Nord-Essonne), regroupant Longjumeau, Juvisy

et Orsay dans un nouvel hôpital à Saclay, hors d'atteinte rapide pour beaucoup et laissant des centaines de lits aux mains des cliniques privées. Le 3 juin à Orsay, la CGT appelait à la grève. « Mobilisons-nous pour une réelle amélioration de l'attractivité de nos métiers par l'augmentation des salaires, l'embauche de personnel qualifié pour pallier au manque d'effectif chronique ainsi qu'aux nombreux départs et démissions des agents et salariés du GHNE, une réelle prise en compte des souhaits des agents concernant leur devenir en 2024 à l'ouverture de l'hôpital de Saclay ».

Stéphane Ournac se veut pragmatique. « Comment va-t-on fonctionner en juillet-août au Sud-Francilien ? Repousser les repos, différer ou ne pas prendre ses congés, travailler en cycle de 12 heures par jour ? ». L'ARS Île-de-France n'ignore rien du danger. « L'AP-HP veut anticiper les organisations au cas où un établissement tombe dans l'été, éviter les effets dominos (...) de se faire trop surprendre ». (1)

Une satisfaction syndicale au Sud-Francilien pour la CGT. « La syndicalisation ne fait que progresser, ce qui nous permet un large déploiement syndical sur le terrain ». À l'horizon prochain, les élections professionnelles de la Fonction Publique. « Nous devons largement progresser, avoir des listes partout, dans toutes les catégories. Nous avons déjà finalisé 7 listes sur 10 pour les CAPL (Commissions Administratives Paritaires Locales, NDLR) et finalisé la liste CSE. Compléter nos listes restera une de nos priorités dans les semaines à venir ».

(1) - Mediapart, 22 mai 2022.

Stéphane Ournac et quatre militantes (Photo CGT)



épuisés de cumuler des heures supplémentaires, de revenir sur leurs repos, au détriment de leur santé et d'une prise en charge de qualité, sans voir d'issues ».

Le 12 mai, une conférence téléphonique réunit la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé et les directeurs d'hôpitaux. « Au CHSF, six infirmières de nuit sont en arrêt-maladie, sur douze, et il y a un mouvement social, en raison d'une trop grande « pénibilité ». « Il y a trop de passages, pas assez d'aval, » reconnaît le directeur. (1)

Mutualisation par le bas

« En fait, il manque huit infirmiers de nuit », rectifie Stéphane Ournac le 7 juin.

« À cela s'ajoute un déficit de temps médical à hauteur de huit ETP (Équivalent Temps Plein, NDLR). Cette pénurie inédite et gravissime, dénoncée depuis des semaines par les personnels, entraîne une réorganisation sauvage des conditions d'accueil ». Le nouveau responsable CGT du Sud-Francilien est militant d'expérience, revenu récemment à l'animation du syndicat. « Les hôpitaux publics sont en "mort cérébrale" et nous devons être à la hauteur des enjeux, en mettant le maillage sanitaire au centre du

Le 7 juin au CHSF (Photo CGT)



Rencontre CGT - direction chez Amazon

L'overdose logistique nuit gravement à la santé humaine

2 juin 2022 à Brétigny. Une délégation de responsables CGT rencontre les dirigeants du site et du groupe.

Au début de l'année, la direction avait invité les syndicats à une rencontre. Tous, sauf la CGT. Lacune comblée début juin, sans enthousiasme patronal, mais avec

Accidents et intérim

« Nous devons mieux connaître nos interlocuteurs, patronaux et autres, pour avancer », dit Ollivier Champetier. « L'UD 91 doit aussi montrer à nos camarades de la boîte que nous sommes là, que nous connaissons

Constat médical habituel: un festival de tendinites et de dorsalgies. Le « retour au poste » immédiat est moins fréquent que le « départ anticipé » ou le « poste adapté ». L'UL de Brétigny, qui reçoit en permanence des témoignages, donne aux salariés des conseils pour défendre leurs droits sur les conditions de travail.



(Photo CGT)

Dans l'équipe CGT, Philippe Camo, UL (à gauche), Alain Jault (DSC Amazon, à côté), devant David Gaboriau, sociologue, et Alexandre Fels, UL (2^e rang); Oumar Ba, délégué, lunettes noires, gilet rouge; à côté, Fabrice Michaud, veste marron, Ollivier Champetier, avec agenda; à droite, chemise blanche, Esaïe Kitubu, DS Stef et UL).

Découverte et solidarité

L'entreprise n'est pas la pire du secteur logistique, dit la direction. S'il est vrai qu'elle évite la brutalité physique, les gains de productivité, reposant sur l'humain, sont l'obsession de Jeff Bezos. En 2020, le chiffre d'affaires total d'Amazon France était de 7,3 milliards d'euros, en hausse de 22 %. « Amazon avait prévu de maintenir la croissance de son volume d'activité au rythme effréné de 30 % en moyenne par an entre 2022 et 2024 », dit un rapport commandé par le CSE. Brétigny a le plus gros programme d'investissements: 70 millions d'euros, avec 1056 embauches prévues.

Parmi les six syndicats, la CGT s'est classée deuxième aux élections professionnelles et se développe régulièrement. Une centaine d'adhérents et trois délégués syndicaux, dont l'influence dépasse leur étiquette. « La visite du 2 juin est un succès parce qu'on a montré à la direction que l'UL de Brétigny et l'UD sont en contact permanent avec les camarades de l'entreprise », dit Ollivier Champetier. « Nous sommes en découverte permanente des métiers de la logistique nouvelle. C'est pour ça qu'il est utile de rencontrer les patrons. Ils fonctionnent uniquement au rapport de force et aux menaces de procès. On le sait et ils savent qu'on le sait. Il faut donc leur rappeler régulièrement qu'on ne s'endort pas. Pour les salariés CGT, ils sont déjà au courant ». Épisode précédent, deux semaines de débrayages en mars-avril 2022, sur les salaires. « Sans même avoir conclu les négociations avec les organisations syndicales, la direction essaye de menacer des grévistes par l'intermédiaire du chef de la sécurité », explique l'UL par tract. Riposte immédiate. « Les copains d'Amazon ont souvent besoin de coups de main techniques ou administratifs », estime l'UD 91, « Ils ont aussi besoin de solidarité. On ne les laisse jamais tomber. Ils l'ont compris et c'est notre succès commun ».

urbanité. Présents: les délégués du site, l'UL de Brétigny, Ollivier Champetier pour l'UD 91, Fabrice Michaud pour la Fédération des Transports et David Gaboriau, un sociologue spécialisé dans la logistique. Côté employeur, directeur, DRH, responsable environnement du site, avec le DRH du groupe France.

Visiter l'entrepôt est plonger dans un monde différent. Un espace immense parcouru de robots au sol et en l'air, qui rangent 20 millions de références dans des centaines de casiers, en attendant que d'autres pinces téléguidées les envoient à la mise en colis avant expédition. Un univers de tapis roulants avec des cliquetis et des hoquets dans un brouhaha de machines inlassables. Les humains sont dans des cages métalliques d'où ils scannent le flux incessant sans bouger de place. Pour aller aux toilettes, il faut demander la permission et s'y prendre à l'avance.

leurs revendications, que nous sommes déçus à les faire avancer et que nous avons les moyens de le faire ».

Chez Amazon, le français n'est pas la langue maison. Les ouvriers sont des « associates », comme les avocats de Manhattan, les chefs directs des « quarterbacks », comme au football américain et les « marshalls » règlent d'éventuelles tensions. 4500 salariés sont quotidiennement déboussolés par des codes de langage et des procédures sans explication. « Vous êtes chez Amazon, ne cherchez plus à comprendre ». L'usure psychologique prématurée des salariés joue dans l'incessant turn-over.

Les atteintes à l'être humain ne relèvent pas seulement d'une société orwellienne. Les accidents du travail sont fréquents. Ce ne sont pas des bobos, entre « chocs, douleurs soudaines et douleurs progressives ». Le registre met à mal le mot « associates ». Dans un décompte partiel d'accidents du travail au printemps 2022, environ un tiers ont des fiches de paie Amazon. Les autres sont en intérim.

Sous-Préfecture de Palaiseau

Étrangers avec ou sans-papiers dans un inaccessible « tout-numérique »

150 personnes le 22 juin devant la sous-préfecture de Palaiseau. Les barrages au renouvellement des titres de séjour, sans cesse renforcés, bafouent les droits. Le sous-préfet persiste.

La forteresse numérique

L'UL de Massy fait partie du collectif « Exilés 91 », qui soutient tous les étrangers régularisés ou non. Témoignages. « La sous-préfecture est toujours complètement fermée, gardée par des agents de sécurité qui ne laissent rentrer que les personnes montrant une convocation. Alors que ce n'est pas leur job, ils fournissent les renseignements aux usagers, souvent de façon erronée. Obtenir des renseignements par mail est aussi chaotique. Le simple renouvellement de récépissé est un parcours du combattant : pas de réponse sur

alors qu'ils étaient régularisés depuis longtemps et parfaitement intégrés », explique une militante d'Exilés 91.

Confirmation de Brigitte Gabriel, la secrétaire de l'UL CGT de Massy. « Quand on s'est installés, vers 9h30, la file d'attente était déjà longue devant les grilles fermées. Des gens criaient car leurs rendez-vous venaient d'être annulés sans aucune explication ».

Parmi les soutiens, une présence importante d'ex-travailleurs sans papiers qui ont participé aux grèves lancées par la CGT. « Ils craignent des licenciements faute d'avoir pu renouveler leurs titres



À gauche sur l'image, Philippe Juraver (Photo Bruno Grande)

de séjour acquis de longue lutte. On note aussi la présence de politiques, Clovis Cassan, maire des Ulis accompagné de membres de son conseil municipal, dont Soulé Ngaïde qui participe à la délégation ainsi que Philippe Juraver, conseiller régional Île-de-France ». Difficile pour le sous-préfet, Alexander Grimaud, de mépriser totalement politiques et associatifs. Il accepte de mauvaise grâce une délégation de neuf personnes et non cinq comme exigé. C'est la quatrième fois que le collectif est reçu. « Nous n'avons pas eu la certitude que la situation allait s'arranger », euphémise Brigitte Gabriel. « Le sous-préfet prétend s'investir personnellement avec ses équipes ; quatre personnes viennent d'être embauchées qui sont en formation et un point accueil numérique va voir le jour en septembre ».

Des guichets habités

L'expression « accueil numérique » est un contresens, puisque les logiciels « Sans-papiers » sont justement faits pour n'accueillir personne, dans un système totalement déshumanisé. Pour la CGT, l'administration persiste dans le tout numérique alors que l'avis du Conseil d'État le 3 juin 2022 va en sens inverse et demande l'ouverture de guichets avec des êtres humains.

« De plus », ajoute Brigitte Gabriel, la secrétaire de l'UL CGT de Massy, « les récépissés de trois mois successifs ne font que conforter mathématiquement l'engorgement du système. De même, si les titres de séjour avaient une validité de quatre ans minimum, voire de 10 ans, l'équation serait résolue ».

Les militants du 22 juin à Palaiseau se sont retrouvés le 29 devant la Direction Générale des Étrangers en France, à Paris pour contester le tout numérique et la nouvelle obligation à chaque changement d'employeur d'obtenir une autorisation de travail. Le mouvement avait encore grossi.



Au centre, Brigitte Gabriel, gilet rouge CGT (Photo Bruno Grande)

Internet ». La sous-préfecture de Palaiseau envoie systématiquement inscriptions et renouvellements dans des culs-de-sac. Tout doit être numérisé et les réponses tournent en boucle : « Pas de rendez-vous disponible ». Impossible de s'expliquer avec un fonctionnaire. Le contact humain a disparu. Le seul remède efficace est le rapport de force, d'où le 22 juin, pour la énième fois.

Les pleurs et le sous-préfet

« Les ruptures de droits au moment du renouvellement sont toujours très nombreuses. On voit devant la sous-préfecture des gens qui pleurent parce qu'ils ont perdu leur emploi à cause des lenteurs inadmissibles, et donc tout perdu, logement, études, allocations,

Au centre, Clovis Cassan, à sa gauche, Djallal Bourada, à sa droite, Soulé Ngaïde (Photo Bruno Grande)



En 2022, la Macif a été élue **Marque préférée** **des Français***



Et vous, pourquoi préférez-vous la Macif ?

Pour Mehdi, c'est pour
ses **prix compétitifs**.

Pour Albert, c'est pour son modèle
d'assureur mutualiste **sans actionnaire**.

Pour Huguette, c'est pour **la relation
avec son conseiller**.

Pour Laure, c'est pour **son service client
basé en France****.



La Macif,
c'est **vous**.

* Étude réalisée du 12 au 13 janvier 2022 par La Marque Préférée des Français auprès de 1 022 français, représentatifs de la population française - terrain réalisé par OpinionWay - dans la catégorie « Compagnies d'assurance ».

** Certification AFRC Relation Client France. Certificat 95088 délivré à la Macif par Afnor Certification.
Pour en savoir plus : relationclientfrance.fr.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances.
Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

Public et privé en campagne électorale

Comment préparer des centaines de scrutins professionnels en deux ans ?

De 2022 à 2024, tunnel de campagnes syndicales pour les élections professionnelles. Premier round, décembre prochain avec les trois Fonctions Publiques. Le 8 juin était une journée de formation à la Maison des Syndicats d'Évry sur les enjeux pour l'Essonne et l'UD.

« *Quels outils de campagne pour porter les valeurs de la CGT auprès et avec les salariés en y impliquant nos forces organisées ?* », résumait d'entrée Cécile Cavellier, chargée de la formation UD.

D'abord, faire le tour de la maison 91. Entre 2017 et 2020, les CSE de l'Essonne concernaient 641 entreprises et 170 573 salariés, dont 62 % avaient voté. Facteur important, 331 entreprises (51,60 %) avaient au moins une liste CGT dans un collège, ce qui concernait seulement 69 % des inscrits.

Le premier collège Ouvriers-Employés (43,10 %) domine par le nombre et par le taux d'abstention (59,20 % de participa-



Le 8 juin 2022 à l'UD (Photo CGT)

tion contre 62 % en moyenne). C'est pourtant là que la CGT fait ses meilleurs scores (29,90 %), avec une présence montante depuis 20 ans dans le 2^e collège Maîtrise-Techniciens (22,90 %) et une percée chez les cadres du 1^{er} collège avec 8,90 %. Dans les trois versants de la Fonction Publique (État, Hospitalier, Territorial), la CGT arrivait en tête en 2018. Pour l'État dans l'Essonne, domination de la FSU avec une participation 31,70 %; dans l'Hospitalier, Solidaires était largement en tête, suivi de FO, CGT et CFDT; dans la Territoriale, qui votait à 43 %, la CGT devançait la CFDT, les autres loin derrière. Au décompte final, il manque quelque centaines de voix pour que la CGT 91 reste première. « *Moins de 0,67 % sur le total, mais un effet symbolique* », observe Véronique Josien, du Bureau de l'UD. « *C'est parfaitement rattrapable et on peut faire beaucoup mieux en mobilisant correctement* ».

La clé de l'existence

Le secteur privé est un autre monde, avec 137 élections en 2022, 425 en 2023 et 46 en 2024. L'essentiel repose sur les syndicats d'entreprise et les UL. C'est là que l'UD doit apporter un renfort pour

certaines bases. « *Les CSE, instances désormais uniques de représentation du personnel, puisent dans nos forces syndicales et engendrent une réduction des heures disponibles pour militer au côté des salariés. Pour ne pas être réduit à un syndicat de délégation ou de représentation, le niveau du vote CGT doit être massif* ».

La participation au 8 juin est plutôt encourageante. Le programme se veut pragmatique et s'inscrit dans la continuité. « *Nous avons créé un module de deux jours, « Préparer les élections professionnelles » et une journée d'étude « Élections pro, gagnons le vote CGT »* explique Cécile Cavellier. « *On est concentrés sur les prochaines échéances électorales, mais les thèmes figurent dans tous nos stages : rédiger, mener des débats de façon démocratique, écouter, prendre des notes, argumenter, s'organiser, faire un plan de travail ou un rétro-planning, ce qui n'est pas naturellement dans le quotidien de toutes nos sections. Une autre question centrale est de faire vivre la démocratie dans toutes nos AG de syndiqués, c'est de la vie syndicale, mais aussi des passages obligés pour construire efficacement une campagne électorale* ».

La place n'est pas une vanité de podium, mais une exigence vitale. « *Être représentatif, oui c'est un enjeu* », dit Ollivier Champetier. « *Cela permet de signer ou non des accords, d'obtenir du temps syndical pour l'activité CGT, sur les lieux de travail, mais aussi dans les structures interprofessionnelles et professionnelles. Autant dire que la vie de toute notre organisation dépend du vote* ».



Base de toute campagne, l'affichage.
Juin 2022, ZI de Courtaboeuf,
Villebon-sur-Yvette (Photo CGT)

Le bilan de deux ans de CSE

Deux ans après l'ordonnance Macron de septembre 2017, une enquête IFOP auprès de représentants des salariés tirait un premier bilan. 55 % d'entre eux jugeaient le « dialogue social » détérioré depuis le CSE. 57 % enregistraient une réduction de leurs heures de délégation et 52 % un investissement personnel accru. 39 % craignent un affaiblissement

de leur poids syndical et 36 % une diminution de leurs moyens. Les directions sont perçues comme les gagnantes de cette réforme (78 % des syndicalistes interrogés); 57 % considèrent les salariés de leur entreprise comme les perdants du passage en CSE et 44 % les organisations syndicales.

Les nouveaux outils

La formation CGT sert aussi à déceler les arnaques permanentes du patronat et des pouvoirs publics, ligués pour empêcher les salariés de voter, comme dans des TPE en 2021 : 5% de participation en Essonne faute de temps et d'information officielle. Dans les grosses boîtes et les

Avec la CGT du GHNE. Élection dans les hôpitaux le 8 décembre (Photo CGT)



PME, les pièges sont là aussi : dates de dépôt rigides, listes incomplètes, renseignements indûment demandés, coups tordus des concurrents, intoxic sur les procédures, etc. « Nous avons une difficulté quand le vote devient électronique ! Pour le jour du scrutin, nous devons exiger un bureau de vote électronique sur le lieu de travail au plus près des salariés pour faciliter l'accès et aider sur les procédures dématérialisées parfois complexes ».

La journée du 8 juin a donné le schéma de campagne. Le fond d'abord. « Un bilan de mandat afin de mettre en valeur nos actions revendicatives, nos actions IRP, la disponibilité des élus ; une expression des revendications service par service, catégorie par catégorie, répondant aux besoins au plus près des préoccupations ».

Sur la forme, l'UD 91 a élargi les outils traditionnels. Tracts, affiches et livrets gardent toute leur valeur, mais le reste compte. « Les réseaux sociaux sont des outils modernes pour faire rayonner la campagne entre collègues « hors les murs » de l'entreprise ; l'utilisation des boîtes mails « pro » est un enjeu pour diffuser de l'information. Il faut gagner le droit d'utiliser les adresses professionnelles ou intranet via

un lien vers site CGT. Pourquoi ne pas utiliser un QRcode pour toucher les plus jeunes ? ».

Le secteur Formation de la CGT 91 résume le message : « Comment impliquer chaque syndiqué dans un collectif de campagne ? Faire vivre la démocratie afin que tout ne soit pas décidé par le bureau ou les élus. C'est la condition pour gagner l'implication du plus grand nombre ».

La course de fond des Ulis

La Zone Industrielle de Courtaboeuf, avec l'UL CGT des Ulis, regroupe environ 1 200 entreprises et 24 000 salariés. C'est le gros morceau des campagnes syndicales, qui ne se mange pas d'un seul coup.

« Quand on a une base », dit Philippe Ma-



Indispensable à une présence syndicale, le tractage individuel à la porte de l'entreprise (Photo CGT)

dranges, qui dirige l'UL, « les contacts sont réguliers et on sait comment faire. Quand on n'est pas implantés, on va faire un tractage de temps en temps, mais peu de résultats rapides. La création de bases, ça se fait de l'intérieur. Notre rôle est de se faire connaître, montrer que la CGT obtient des

résultats. On peut essayer de lancer des syndicats, mais je crois qu'on a plutôt un rôle de soutien aux créations, de présence permanente et d'incitation à l'action. Il faut être à la fois connus et toujours disponibles ».

Les extraterrestres sont là

Ne pas oublier les hôpitaux, les administrations et les mairies. Trois communes se partagent Courtaboeuf, mais l'UL va dans les mairies d'Orsay, Gif et Bures-sur-Yvette, Limours ou Nozay. Le secteur privé est cependant majoritaire. « Notre dernier Congrès a montré qu'on est implantés dans plusieurs dizaines de boîtes très diverses », dit un membre du Bureau de l'UL. « Avec beaucoup de jeunes, ce qui est vraiment bien ».

L'appel de l'UD à la campagne 2022-2024 n'est pas tombée dans l'oreille de sourds. « On s'est organisés et on a programmé sur plusieurs semaines, avec des tractages ponctuels et un affichage qui montre une présence permanente. Ce qu'il faut privilégier, c'est les échanges personnels avec les salariés, c'est comme ça qu'on gagne les élections. Certains nous regardent au départ comme des extraterrestres et ils finissent par s'habituer et à nous parler de répression syndicale. On a une équipe d'une dizaine de camarades qui connaissent bien les campagnes électorales. Si on était une

vingtaine, on serait vraiment à l'aise. C'est pour ça que la formation est importante. Chaque fois qu'on a de nouveaux élus, on les envoie systématiquement en 1^{er} Niveau syndical ».

Les militants rodés donnent l'exemple. Le 20 mai, Fred Louis-Alexandre, responsable CGT Métallurgie, était aux portes de Safran Data System, aux Ulis. Compte-rendu à l'UL par Sms : « Nous essayons d'être davantage visibles sur ce site d'environ 200 salariés, essentiellement des cadres et ingénieurs. Nous avons eu un très bon accueil. Initiative à poursuivre ».

La bombe à fragmentations de la loi Dussopt

La loi Dussopt, dite de Transformation de la Fonction Publique (TFP) a une fonction claire : démanteler le statut de la fonction publique. Cette loi organise ce démantèlement autour de quatre axes : l'affaiblissement des instances paritaires et la remise en cause du droit

de grève ; la généralisation du contrat pour détruire le statut ; la rémunération individualisée, la carrière au rabais, des sanctions renforcées, un temps de travail accru et une mobilité forcée ; une gestion de carrière et d'avancements cannibalisés.

Nouvelles relations profession et territoires

La CGT Pénitentiaire régionale et l'UD de l'Essonne se rencontrent à Fleury-Mérogis

Mai 2022 marque une évolution des relations entre Pénitentiaire Ile-de-France et UD 91. Une ouverture d'esprit et une volonté d'action commune entre professions et territoires.

La CGT de Fleury-Mérogis a déroulé le tapis rouge pour ses camarades le 6 mai 2022. En visite simultanée, la direction nationale, les responsables d'Île-de-France et leur avocate, l'UD 91, l'UL de Sainte-Geneviève-des-Bois et des retraités CGT SNECMA, remerciés « pour leur enthousiasme lors de cette visite ».

Véronique Josien et Ollivier Champetier, dirigeants UD 91, notaient une ambiance nouvelle: « On a toujours eu des contacts avec les camarades de Fleury-Mérogis, mais l'élan donné à cette initiative par la Région est vraiment bienvenu pour un renforcement du travail en commun ».

Le principal artisan est le responsable Pénitentiaire-Île-de-France Farid Amellal. « La visite avait pour objectif d'une part d'accueillir les différents acteurs sociaux qui sont en interaction avec la plus grande prison d'Europe. Le bureau CGT-Pénitentiaire de Fleury-Mérogis étant complètement renouvelé, c'est tout naturellement que nous nous sommes tournés vers nos camarades les plus à même de nous orienter vers la droite ligne que porte la CGT. D'autre part, les élections professionnelles approchant à grands pas, la venue de nos représentants nationaux CGT-Pénitentiaire, appuyés par les représentants départementaux inter-professionnels, était un moyen pour nous d'affirmer notre soutien aux yeux de nos adhérents. Encore, la venue de Laura Lecour, avocate en droit public, montre notre détermination à ne rien lâcher pour l'exécution de notre mandat ».



(Photo CGT)

Cascade de chefs et sous-effectifs

Le gigantisme de la boîte engendre une structure hiérarchique en cascade. La maison d'arrêt hommes compte six bâtiments dont le bâtiment central. Chacun a un chef de détention sous la responsabilité d'un.e directeur.trice qui est sous la responsabilité du chef de l'établissement. Chaque bâtiment contient tous les services annexes: unité sanitaire, éducation nationale, activité sportive, parloirs, etc. Viennent s'ajouter une direction et une intendance chapeautant l'ensemble, ce qui ne favorise pas la proximité des échanges. « Il est vrai qu'un personnel ayant des difficultés avec sa direction se voit parfois être recadré vertigineusement par le grand patron. Ce qui génère un stress à la hauteur de la structure écrasant l'humanité et fraternité devant exister dans notre pays. L'importance est donc plus grande sur la MA de Fleury d'être épaulé par ses pairs », estime Farid Amellal.

Les échanges entre participants du 6 mai visaient à mieux faire connaître de l'intérieur un métier dont les représentants syndicaux sont souvent très discrets sur leur vécu. La Pénitentiaire régionale est plus claire. « Sur Fleury-Mérogis malgré le gigantisme, des règles bien précises existent sur le fonctionnement et cela marche plutôt bien. Cependant, les problèmes résident au niveau des plannings des agents. Les « matin/ nuit » usent. Différentes études montrent que ce rythme de travail n'est pas productif. Il fatigue énormément et entraîne des maladies.

Le métier de surveillant pénitentiaire évolue, nous avons récupéré certaines missions auparavant effectuées par la Gendarmerie et la Police nationale. Pourtant, nous n'arrivons toujours pas à embaucher. Le sous-effectif en personnel est criant et le recrutement est désastreux. Le salaire moyen de 1 607 euros brut n'attire personne, juste 7 points au-dessus du SMIC national. La surpopulation pénale rend le métier ingrat et démoralisant. Les anciens agents fuient l'Administration

1 500 surveillant.e.s pour 3 600 détenu.e.s

La plus grande prison de France et d'Europe. 3600 personnes détenues sur les deux Maisons d'Arrêt (MA) hommes et femmes, population prévue à la hausse. 1500 personnels de surveillance tous corps confondus. Pour la CGT, trop peu au vu des projets en cours: ouverture d'un Centre de Détention (qui conduira au changement de nom du « Centre Pénitentiaire »), avec un Centre de Formations, Centre Cynophile, etc.

Même immense, le n°1 européen a dû doubler les cellules, malgré la loi sur l'encellulement individuel. Cependant, on n'atteint pas les trois personnes/cellule, ce qui est couramment observé à Villepinte, Bois d'Arcy, Meaux-Choconin, Nanterre, Fresnes, où gisent des matelas au sol. Depuis le début 2022, l'établissement est raccordé à la Géothermie. « Mais il est rare d'avoir froid dans l'établissement », note un surveillant. « L'inverse est plus compliqué en période de canicule ».

Pénitentiaire vers les Impôts, les Douanes ou encore la Police Municipale ».

personnel proposer de créer des passe-plats afin de réduire le contact avec les

Atout clarté

Confirmation du syndicat de Fleury-Mérogis. « Nous avons rappelé avec l'UD91 que la QVT est la principale priorité pour la CGT de l'Essonne et qu'un traitement salarial trop bas ne peut justifier d'enchaîner les agents d'étage à un service MN (« Matin/Nuit », NDLR) encore trop borderline en 2022 au vu de la loi du travail européenne. Les heures de nuits et supplémentaires payées au rabais ne peuvent qu'abîmer l'hygiène et la durée de vie des jeunes agents (70%) de la structure ».

Farid Amellal est lucide sur l'état de son organisation et la charge de son travail. « 20% des agents sont syndiqués CGT. C'est donc un peu plus que la moyenne nationale. Très peu d'agents sont militants et tous attendent après les représentants syndicaux à qui ils ont donné leur voix électorale ou leur cotisation. Beaucoup d'assistantat a fait son apparition. Alors, les syndicats semblent vouloir exister coûte que coûte, mais ils croulent sous les tâches d'aide individuelle aux dépens de l'avancement des conditions de travail du métier ».



Passe-plats, turn-over et suicides

La profession est réputée pour son taux de syndicalisation élevé. Trois syndicats pénitentiaires y sont majoritaires. FO est actuellement n°1, suivie par UFAP-UNSA-Justice et la CGT-UGSP. Les relations sont compliquées. « En 2018 », explique la Pénitentiaire CGT, « l'UFAP était majoritaire et un mouvement sans précédent avait touché l'opinion publique. Hélas, l'UFAP a trahi l'ensemble des agents en mettant fin au mouvement en signant des accords avec l'Administration Pénitentiaire. FO vient, en février 2022, à son tour de trahir ses agents, étant le seul syndicat à être resté sur une table de négociation avec l'AP concernant une revendication salariale ».

Les moyens humains à Fleury suivent la représentativité: trois agents détachés pour FO, deux pour l'UFAP et un seul pour la CGT. « La CGT est un drapeau humaniste très lourd à porter dans notre métier », dit un militant. « Notre stratégie à venir est de nous rendre tour à tour sur chaque structure, dans chaque service afin de remonter les difficultés des agents, d'en faire écho puis d'aller négocier avec la direction. Pour enfin revenir vers les agents en médiatisant l'avancée des demandes par mail qui sont hélas rarement lues ».

L'humanisme marque aussi des différences dans les propositions syndicales. Dominique Simonnot, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté depuis le 14 octobre 2020, demande d'humaniser les pratiques pénitentiaires, soutenue par la CGT. « Nous voyons certains représentants du

trop longtemps. Nous voulons en finir avec des situations inextricables qui empoisonnent notre métier. Malgré un turn-over affolant, la direction des établissements pénitentiaires n'est pas bienveillante ni débonnaire avec ses agents fatigués et pourtant investis.

Comme il nous est interdit de faire grève, nous allons nous doter d'avocats spéciali-



(Photo CGT)

sés en droit pénal pour nous épauler dans notre combat. La prise de contact avec des appuis politiques est en cours.

Actuellement, nous subissons une vague de suicides d'agents qui souligne notre désarroi. Ainsi, nous alertons nos collègues sur le bien-être au travail, la QVT (Qualité de Vie au Travail, NDLR) et le besoin de tous de prendre soin de soi malgré l'oppression que fait agir l'administration sur ses agents pour qu'ils se donnent corps et âmes à leur fonction ».

Cette franchise peut être un atout nouveau dans la campagne électorale, une image en décalage avec la caricature des « matons » hermétiques. Fleury-Mérogis se dit décidé à jouer la transparence. « La CGT pénitentiaire va lancer un audit interne sur la plus grande structure pénitentiaire d'Europe afin de lister la problématique des différents services et bâtiments et vérifier si nous pouvons confirmer les dires du Grand Patron: « Le CP de Fleury-Mérogis est une bonne boîte ! ». On risque en effet d'avoir des surprises.

G.D.

L'après-congrès des retraités CGT de l'Essonne

« Développer des Collectifs dans toutes les Unions Locales... »

29 mars 2022, 11^e Congrès de l'USR 91 à la Maison des Syndicats d'Évry. Pour enrayer la décreuse des effectifs, l'action de terrain a largement pris le pas sur le discours général.

34 hommes et 18 femmes, les 52 délégués congressistes avaient une moyenne d'âge de 70 ans. Ils enregistraient une baisse continue des adhérents USR, de 1 043 en 2017 à 826 en 2021, avec un tassement à 1 000 en 2019. La mobilisation suit une tendance inverse: plus de 120 personnes le 24 mars 2022 à Paris pour la manifestation sur l'augmentation des pensions, soit 14% de manifestants chez les adhérents. Pas de quoi rougir par rapport aux actifs.

Le secrétaire général réélu de l'USR 91, Gérard Birebent, connaît les statistiques. «*Au moment du départ en retraite, 7 syndiqués sur 10 quittent la CGT. Il faut s'organiser dans les entreprises avant les départs.*» Sur le fond, le 11^e Congrès donne dans la continuité. «*Toutes les réformes depuis Balladur en 1993 ont eu pour but de diminuer les retraites à verser en agissant sur l'âge effectif de départ et leur montant.*» Les conséquences provoquent un million de retraités sous le seuil de pauvreté et 5 millions à moins de 1 000 euros par mois. Pas d'impasse du Congrès sur la théorie. «*Le rapport social capital-travail*

créé la classe révolutionnaire ou est-ce sa conscience d'elle-même? Les deux font un tout: à la fois une relation sociale et une conscience d'une alternative.»

Action territoriale d'abord

L'USR 91 appelle au «*syndicalisme intergénérationnel*», en particulier pour les ser-



La tribune du 11^e Congrès (Photo CGT)

vices publics. «*Ils ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie. Nous en avons besoin de plus en plus avec l'âge pour l'accès au logement, aux transports, à l'énergie, au bureau de poste, à la trésorerie, au numérique, à la fonction publique territoriale, mais aussi à la médecine de ville. 6,5 millions de personnes âgées se sentent seules fréquemment et 530 000 sont «en situation de mort sociale», sans aucun contact social ou familial, soit 77% de plus en quatre ans. Nous avons besoin de 100 000 emplois supplémentaires dans*

les hôpitaux, 200 000 dans les EPHAD et les maisons de santé. Nous avons décidé de travailler dans les entreprises avec les sections de salariés sur ces thèmes.»

Les déclarations de principe ayant des limites immédiates, le 11^e Congrès USR a décidé d'amplifier «*l'activité syndicale en territoire*», avec le développement de Collectifs Retraités dans toute l'Essonne,

en liaison avec les UL CGT. Les trois dernières années ont marqué des progrès. «*Malgré le confinement, l'activité des retraités ne s'est pas recroquevillée sur elle-même, mais au contraire renforcée, certains élaborant un journal qu'ils distribuent sur les lieux de vie. C'est le cas des Collectifs des UL de Corbeil-Essonnes, d'Étampes, de Sainte-Geneviève, des Ulis, de certains collectifs ULSR comme Palaiseau ou Morsang, dont la reconnaissance dans l'organisation de la CGT se renforce.*»

Collectif Corbeil-Essonnes

Les retraités en prise directe avec Safran et CHSF

Christian Pilichowski est l'animateur du Collectif de Corbeil-Essonnes. L'activité a bien rebondi dans l'après-Covid et adhère au mot d'ordre intergénérationnel du 11^e Congrès.

«*Le Collectif se réunit mensuellement. De nouveaux camarades, précédemment syndiqués dans des départements voisins, nous ont rejoints car ils habitent sur le territoire de l'UL et souhaitent être actifs. Les contenus revendicatifs des retraités sont d'abord territoriaux et interpro.*»

Objectif, inciter les syndiqués des «*grosses*» sections du territoire à s'impliquer dans le Collectif.



En action devant la mairie de Corbeil-Essonnes (Photo CGT)

«*C'est une mission au long cours*», sourit le responsable. Le printemps 2022 a été florissant. Un rassemblement revendicatif a eu lieu le 8 mars avec une quarantaine de participants. Ce rassemblement, quasiment constitué de retraités,

permettait de manifester dans sa ville avec prises de paroles, chansons, mots d'ordre féministes. Rebote sur d'autres thèmes le 24 mars. «*Depuis le 11^e Congrès, nous avons retrouvé le rythme d'avant Covid, élargi la participation et gagné l'implication un peu plus forte des camarades dans des sections professionnelles, même s'il y a*

encore trop d'inégalités.»

Journal et Forum à la rentrée

La décision du Congrès de « travail intergénérationnel » a conduit à une nouvelle approche, sur le thème Santé Sécu. « Le Collectif avait construit une initiative avec les actifs de Safran Aircraft Engines et ceux du Centre Hospitalier Sud Francilien. Les camarades de l'hôpital ont dressé un état des lieux de leur situation concrète et nous avons enchaîné sur nos propositions et modalités d'action. L'UL a informé tous les syndicats du secteur de l'initiative, d'où une dimension interprofessionnelle élargie. La session « Formation/information/débat » a eu lieu (14 juin, NDLR) dans les locaux du CSE de SAE. La cible était les actifs et retraités de SAE, ceux du CHSF et le collectif de Corbeil Essonnes. Je crois qu'on peut parler de succès ».



Gérard Birebent (1^{er} rang, de profil) au débat du 14 juin du Collectif Corbeil-Essonnes (Photo CGT)

La formation n'est pas limitée aux débats interprofessionnels. Plusieurs sessions de réflexion pour les adhérents sont prévues. L'idée est de mieux les équiper dans l'argumentation et l'analyse militantes pour aller vers les salariés actifs et les autres retraités. Christian Pilichowski a la rentrée de septembre dans le viseur.

« Nous continuerons les distributions de tracts sur les marchés du secteur, dont un tract pétition pour obtenir des moyens pour le CHSF. Nous reprendrons la publication de notre journal « Bien vivre à toutes les étapes de la vie », dont huit numéros sont déjà parus, mais que le Covid a interrompu. Nous serons présents avec l'UL au Forum des Associations de Corbeil-Essonnes en septembre ».

Collectif Étampes

Un élargissement régulier depuis 2016

Le Collectif d'Étampes vient d'une idée simple : les retraités CGT ne doivent pas militer dans leur coin, mais être ouverts d'esprit et d'action. Les résultats de l'équipe impulsés par Gilbert Boudet sont là.

« Le collectif d'Étampes, créé en 2016, s'est élargi régulièrement avec de nouveaux camarades. Aujourd'hui, c'est une liste d'une trentaine de militants qui compose le collectif. Il y a une réunion par mois. Si tout le monde ne vient pas à chaque fois, c'est en moyenne une quinzaine de retraités qui sont présents ».

Le Collectif prend de l'ampleur au moment de la lutte contre la réforme des retraites de fin 2018 à début 2020. Il faut construire une convergence des luttes à l'échelon local. Pour la première fois depuis longtemps, des retraités vont dans les assemblées interprofessionnelles de l'Étampeois et du Sud Essonne. Ils sont à l'initiative d'un débat public sur Étampes, participent aux distributions devant les gares, devant les établissements scolaires, les entreprises. En même temps, les loisirs pour les retraités se développent par l'implication du Collectif CGT dans LSR Étampes, l'association « Loisirs Solidarité Retraités ».

Les dossiers de rentrée

Le Covid 19 freine l'activité, mais le lien avec l'UL continue par mails et réunions réduites. Cinq retraités sont élus à la CE et présents dans les initiatives de l'UL. « Un rassemblement est régulièrement organisé devant l'Hôtel de Ville d'Étampes lors des actions nationales pour permettre aux retraités de participer à la mobilisation. Beaucoup ne vont pas à Paris, trop éloigné et trop fatigant », explique Gilbert Boudet, réélu secrétaire à la Vie Syndicale de l'USR 91. Le 11^e Congrès a renforcé la présence étampeoise. Michèle Kauffer et Annie-Claude Mozani ont été élues à la CE de l'USR 91, la seconde participant au Bureau. Rentrée 2022 chargée, avec le Congrès de l'UL d'Étampes



(Photo CGT)

les 29 et 30 septembre. Un texte sur les retraités sera inclus dans le document d'orientation. Le Collectif travaille sur deux sujets locaux. D'abord, la question de la suppression des guichets SNCF sur la ligne C du RER. La ligne D et beaucoup d'autres seront aussi touchées.

« Demain, il n'y aura plus que des automates pour prendre un billet. Pour les retraités, c'est un réel problème : difficultés à utiliser ceux-



Activité maintenue malgré le confinement (Photo CGT)

ci, sécurité quand il n'y a plus de présence humaine, machines régulièrement en panne. Ce sont environ 50 emplois qui vont disparaître ».

Le Collectif s'est engagé aux côtés des cheminots et des usagers. Distributions de tracts, un appel à signature sur Internet, pétition le 4 juin à la Fête Médiévale de Dourdan. Quatre adhérents du Collectif, un syndiqué de Renault Lardy et le secrétaire cheminot CGT de de Brétigny recueillent 162 signatures en 90 minutes.

Semi-ruralité oblige, le manque de médecins dans le Sud Essonne est l'autre point chaud. Le Collectif planche sur la création de centres médicaux publics pluridisciplinaires avec des médecins et des personnels salariés. Réflexion en cours avec l'Union Locale pour une bataille revendicative.

Jean Chodey, le « Postier de l'Essonne »

Jean Chodey est mort début avril 2022, après 57 ans d'engagement à la CGT.

La crémation a eu lieu le 15 avril et les amis étaient nombreux, dont son camarade et collègue, Gilbert Boudet, dirigeant de l'USR CGT 91 qui retraçait une belle carrière de service public.

« Toute ta vie a été marquée par ton engagement syndical et politique. Tu avais un peu plus de 20 ans quand tu as décidé d'adhérer à la CGT, le 2 février 1965, cela fait plus de 57 ans. Postier, ton engagement a jalonné les luttes de cette période. Avant de militer dans l'Essonne, tu as été aux Bureaux Gares et Ambulants de Paris, et notamment à la gare de Lyon, le PLM, comme tu disais souvent.

Grand centre de tri du courrier parisien, les mobilisations syndicales étaient nombreuses. La grande bataille des PTT d'octobre-novembre 1974 y a débuté. Consciente de cette situation, la direction de La Poste a supprimé ces grands centres pour créer des centres de tri départementaux plus petits. Aujourd'hui, ceux-ci ont aussi fermés, comme celui de Bondoufle. Tu évoquais souvent cette période pour déplorer les difficultés à mobiliser les salariés depuis. Facteur en arrivant dans l'Essonne, tu étais au bureau de poste de Grigny quand je t'ai connu. Tu as été élu à la Commission Exécutive de la CGT des PTT, devenue FAPT (Fédération des Activités Postales et de Télécommunications). Tu te consacrais principalement à l'activité syndicale de la distribution du courrier. Tu étais très attaché à avoir un bulletin en



direction de cette catégorie, il s'appelait « Le Postier de l'Essonne ». Tu consacrais beaucoup de temps à sa réalisation et sa diffusion.

Quatre mandats USR 91

Une fois en retraite, tu as assuré la fonction de secrétaire de la section des retraités FAPT du département. Là encore, tu t'attachais à réaliser un bulletin pour garder le contact avec les retraités CGT PTT du département. Secrétaire Général du Syndicat à cette époque, j'ai assisté de nombreuses fois à votre Assemblée Annuelle des retraités. Après le débat, cela se terminait par un bon repas, des histoires et des chansons.

Tu as été membre durant deux mandats de la Commission Exécutive de l'Union Fédérale des Retraités des PTT. En même temps, tu as participé à l'activité syndicale interprofessionnelle en étant membre de la Commission Exécutive de l'USR (Union Syndicale des Retraités CGT du 91). En consultant nos archives, nous avons vu que tu as été élu sur quatre mandats consécutifs de 2003 à 2018. Lors du 11^e Congrès de l'USR le 29 mars dernier, nous avons rendu un hommage aux disparus depuis le Congrès précédent en 2018. Tu les connaissais, je ne pensais pas que quelques jours plus tard, je serais amené à évoquer ta mémoire ».

L'Union Départementale CGT adresse ses condoléances à sa femme, Monique, à son fils Jean-Luc et à toute la famille.

Denis Mougeot, du CEA Saclay

Disparu trop jeune, la CGT du CEA Saclay perd avec Denis Mougeot un syndicaliste au militantisme sans faille.

avons pu discuter avec lui, quand, suite à sa greffe, il eut une réelle éclaircie dans sa vie. Depuis, quand on le questionnait, il répon-



Une équipe soudée autour de Denis

Il est parti à 58 ans, après avoir été contraint de réduire son activité syndicale à la suite du confinement Covid 19 et d'un état médical déclinant à la suite d'une greffe. Ses camarades se souviennent de la discrétion qu'il manifestait sur lui-même. « Il a toujours été très engagé, mais ces derniers temps, il avait été forcé de ralentir le rythme. Denis était très discret sur ses problèmes de santé, même si nous

dait qu'il allait bien ou bien il esquivait ». En revanche, il n'évitait rien dans son implication à la CGT, qu'il avait rejointe rapidement après son arrivée au CEA Saclay en 1992. « Très exigeant, en particulier dans l'organisation des distributions de tracts ou des affichages dans le centre de Saclay, il savait houspiller les camarades qui n'y participaient pas assez à son goût », raconte en souriant un autre militant CGT.

« Car Denis avait beaucoup de caractère. Nous sommes nombreux à nous souvenir de discussions heurtées, soit à propos d'une phrase dans un tract, soit d'une affiche mal collée, ou encore à propos d'un film ou d'un groupe de rock. Il faut savoir que Denis était un fan des festivals de rock, en particulier des Vieilles Charrues et aussi de la Fête de l'Huma. Empêché de tourner en rond, il ne ratait jamais une manifestation ».

Denis Mougeot ne se limitait pas à des actions pratiques. Il organisait le compte-rendu des audiences des délégués du personnel. Il a aussi longtemps représenté la CGT CEA Saclay dans les négociations de l'accord pour les travailleurs handicapés. Il participait souvent aux congrès de l'UD. Il était très actif dans les débats sur les signatures d'accord, sur les prochains thèmes de tracts et sur les orientations du syndicat. Toujours très informé, il défendait souvent dans ces débats les salariés les plus en difficulté et des idées bien à lui, souvent pertinentes et toujours argumentées. « L'engagement de Denis, son exigence et son originalité vont beaucoup nous manquer », dit la CGT du CEA Saclay.

Victor Griffuelhes, un ouvrier révolutionnaire

à la tête de la CGT de 1901 à 1909

Le 25 juin 2022, à Saclas, Essonne, la CGT a célébré le centenaire de la mort d'un de ses anciens dirigeants, Victor Griffuelhes. L'historien Deniz Uztopal, membre d'Éduc'action 91, retrace sa vie.

Né le 14 mars 1874 dans la ville ouvrière de Nérac en Lot-et-Garonne, Victor Jean Griffuelhes est un cordonnier qui s'installe à Paris à partir de 1893. Un an après la naissance de la CGT en 1895, il adhère à la Chambre syndicale ouvrière de la Cordonnerie de France (CSO) qui lui permet de forger des idées sur un syndicalisme révolutionnaire de classe.

Les années d'activités syndicales de Griffuelhes sont marquées par l'accroissement et le durcissement des grèves surtout autour des revendications salariales, la réduction du temps de travail, le rejet du paternalisme et la défense du droit syndical. Face à ces luttes ouvrières, les différents gouvernements réagissent par une violence extrême. La répression des ouvriers du bâtiment en grève à Draveil et à Villeneuve-Saint-Georges en juin-juillet 1908 provoque la mort de neuf ouvriers sous les balles de gendarmes. C'est à la suite de cette répression que Griffuelhes, secrétaire général de la CGT depuis 1901 et d'autres dirigeants de la confédération sont accusés d'avoir essayé de renverser

notamment par Griffuelhes, elle connaît une dynamique importante pour atteindre son apogée en 1907. À ce congrès de Montpellier, les statuts de la Confédération sont profondément modifiés, bouleversant la structure organisationnelle du syndicat à tel point que les historiens du mouvement ouvrier n'hésitent pas à qualifier ce congrès comme « *la vraie date de naissance de la CGT* » et son « *deuxième Congrès constitutif* ». Les principes et les modes d'organisation de la Confédération sont simplifiés même si la CGT continue de se diviser en deux sections autonomes : celle des fédérations de métier ou d'industrie et celle des Bourses. Pour consolider encore davantage l'unité interne de la Confédération, Griffuelhes est l'un de ceux qui poussent au remplacement des fédérations de métier par des fédérations d'industrie et une meilleure intégration des Bourses qui finalement disparaissent le 1^{er} janvier 1914 pour se transformer en Unions départementales.

L'autre difficulté que la CGT tente de surmonter durant ces années, c'est la coexistence, voire l'affrontement interne, de nombreuses idéologies au sein de la classe ouvrière. Mais au-delà de nombreuses variances, il y a essentiellement



Amiens sur une position de classe

À l'inverse, pour les réformistes représentés notamment par Auguste Keuffer, le syndicat ne peut pas tout faire, il faut donc soit limiter la nature de ses actions soit avoir des liens plus étroits avec les partis politiques œuvrant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Après la création de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1905, ces débats aboutissent au IX^e congrès de la CGT à la proposition d'une charte qui exprime non seulement la nature du syndicalisme révolutionnaire, mais aussi les objectifs poursuivis et les moyens pour y arriver. Griffuelhes est l'un des rédacteurs de cette charte qui est adoptée au Congrès d'Amiens par 834 voix contre 8 et 1 abstention. Elle précise tout d'abord que la CGT se place résolument sur une position de classe et condamne toutes « *les formes d'exploitation et d'oppression* » mises en œuvre par « *la classe capitaliste contre la classe ouvrière* ». Mais dans cette lutte contre l'exploitation capitaliste, la charte précise que le syndicat est la seule organisation qui puisse mener à bien la lutte des ouvriers à travers la grève générale qui lui permettra de réorganiser la société future. Enfin, la charte laisse une liberté totale aux militants de participer à différentes formes de luttes correspondant à leurs conceptions philosophiques ou politiques, mais en échange elle leur demande « *en réciprocity de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors* ».



la République et emprisonnés. Pour la 3^e fois de sa vie, Griffuelhes est emprisonné, mais cette fois il reste trois mois à la prison de Corbeil du 1^{er} août au 31 octobre 1908.

Une organisation de combat

Née en 1895, la CGT végète jusqu'à son VII^e congrès de Montpellier en septembre 1902. Lorsque la Fédération des Bourses décide de rejoindre la CGT en 1902 grâce à un rapprochement impulsé par une direction confédérale dirigée

deux lignes qui s'affrontent : le syndicalisme révolutionnaire et le réformisme. Tous s'accordent sur l'importance de l'autonomie du syndicat par rapport aux partis politiques, mais paradoxalement ce principe provoque des attitudes politiques contradictoires. Pour les révolutionnaires représentés alors par Fernand Pelloutier, Emile Pouget, Georges Yvetot et Victor Griffuelhes les ouvriers peuvent renverser le salariat et assurer leur émancipation par le seul syndicat et la grève générale.

Cependant cette charte n'a pas empêché les oppositions internes qui s'exacerbent en 1909 et « *le gouvernement jetant de l'huile sur le feu* » provoque la démission de Griffuelhes en février 1909. Après sa libération de la prison de Corbeil, celui-ci est accusé à tort selon l'historien Bruce Vandervort d'avoir détourné l'argent du syndicat pour l'achat du siège confédéral à la rue Grange-aux-Belles en 1906. Après sa démission Griffuelhes n'abandonne pas la lutte syndicale et pendant

Lille pour entériner les expulsions massives de ce courant. En réponse à ces expulsions, les CSR réunissent alors un Congrès le 23 décembre 1921 et exigent la convocation immédiate d'un Congrès extraordinaire, mais au lieu de cela la direction confédérale acte la scission le 27 décembre. La nouvelle centrale prend alors le nom de la CGT-Unitaire et elle est surtout dirigée par les signataires du « Pacte secret ». Griffuelhes est l'un des rédacteurs de nouveaux statuts qui devaient être ratifiés lors

du Congrès de Saint-Étienne de juin 1922. Mais peu de temps avant ce congrès, la presse révèle l'existence du fameux « Pacte secret », ce qui ébranle fortement l'influence des syndicalistes « purs » et permet aux syndicalistes communistes d'obtenir par 754 mandats

sur 1182 l'adhésion à l'Internationale Syndicale et à l'Internationale Syndicale Rouge. Ce fut alors la fin du syndicalisme révolutionnaire prôné par Griffuelhes. Dans les premiers mois de 1922, Griffue-



Naissance de la CGT-U à Saint-Étienne en 1922 (Photo CGT)

la Première Guerre mondiale, dans un contexte où le mouvement ouvrier est au plus bas, il s'oppose avec une petite minorité à l'Union sacrée autour du gouvernement, mais il n'a alors que très peu d'influence. Il fait partie de la minorité de la CGT composée des « anarchistes », des « syndicalistes purs » et des syndicalistes communistes. Griffuelhes est très proche des syndicalistes « purs », mais il œuvre pour que la ligne révolutionnaire soit majoritaire au sein de la Confédération.

Le Pacte Secret et la CGT-U

Après le Congrès d'Orléans en septembre 1920 de la CGT, cette minorité s'organise et crée les « Comités Syndicalistes Révolutionnaires » (CSR). Ils sont très rapidement dénoncés par la direction confédérale qui veut évincer des organes de direction leurs responsables. Ce qui pousse ces derniers à mieux s'organiser pour riposter mais en février 1921, Griffuelhes est l'un des initiateurs d'un « pacte secret » entre les anarchistes et les « purs » pour prendre la tête de tous les organismes de direction de CSR.

Dans un tel contexte, la direction confédérale dirigée par Léon Jouhaux convoque en juillet 1921 le Congrès de

hes tombe malade, mais n'avait pas les moyens de payer les frais hospitaliers. Il se réfugia alors chez son vieil ami syndicaliste Auguste Garnery qui s'était installé dans une ferme à Saclas où il élevait des poulets et des lapins pour les vendre au marché des Halles. Le 29 juin 1922, alors que ses camarades étaient encore au Congrès à Saint-Étienne, Griffuelhes est mort à l'âge de 48 ans.

Le centenaire de Saclas

Philippe Martinez menait la délégation des dirigeants CGT le 25 juin. Extrait de son allocution.

« Pour aller vers la société humaine, il ne faut plus que le travail soit vendu, il ne faut plus que le travail soit acheté. Jamais peut-être le mouvement ouvrier n'a eu d'idéal aussi universel que celui-là. (...) La Charte d'Amiens, c'est d'abord la réaffirmation de l'autonomie ouvrière, mais ce n'est pas que cela. C'est aussi l'idée que l'action ouvrière a deux piliers: l'action revendicative et la préparation de la grève générale expropriatrice, la fameuse double besogne. (...) Comme tant de militants de l'époque, Victor Griffuelhes connu, comme prix de son engagement, la prison par deux fois. Les militants de l'époque savaient ce qu'il en coûtait de vouloir changer le monde ».

Notes

1 - Bruce Vandervort, *Victor Griffuelhes and French Syndicalism. 1895-1922*, Baton Rouge and London, Louisiana State University Press, 1996, page 161.

2 - Claude Willard (ss dir), *La France ouvrière, Tome I*, Paris, Éditions sociales, 1993, page 336.

À gauche sur la photo, Philippe Martinez et Valérie Lesage, SG de l'URIF (Photo CGT)



3 - Jean Bruhat/Marc Piolot, *Esquisse d'une histoire de la CGT*, Paris, Confédération Générale du Travail, 1966, page 49.

4 - Jean-William Dereyomez, *Naissance du syndicalisme*, in Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (ss dir) *Histoire des gauches en France*, Paris, Éditions la Découverte, 2005, page 484.

5 - Bruce Vandervort, *op. cit.*, pages 161-185

La Base 217 (91)

La Fête de l'Humanité

9 • 10 • 11 Septembre 2022

Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

**DUTRONC & DUTRONC • SEXION D'ASSAUT
SELAH SUE • LAYLOW • CHRISTOPHE MAÉ
KUNGS • BENJAMIN BIOLAY • IBEYI • ZIAK
SKIP THE USE • L'IMPÉRATRICE • DELUXE • KIMBEROSE
ODEZENNE • DANAKIL • CAMÉLIA JORDANA • SNIPER
GAUVAIN SERS • KITTIN & THE HACKER • KID FRANCESCO LI
KIDDY SMILE DJ Set • SOVIET SUPREM • RONISIA • BAGARRE (Club)
LES WAMPAS • HELENA HAUFF • TERRENOIRE • YOUV DEE
ZAMDANE • MANU LE MALIN • SAMA' ABDULHADI • CATASTROPHE**

Et bien d'autres encore...

**Retrouvez toute la
programmation sur :**

fete.humanite.fr



Pass 3J
à partir de
39€

l'Humanité

l'Humanité
magazine

COEUR
SSONNE
ASSOCIATION

See TICKETS

AUTONOMOUS
DES ANIMÉS

pass
Culture